

Sia Anagnostopoulou « En Grèce et en Europe, nous sommes plutôt au début de la lutte qu'à la fin »

Sia Anagnostopoulou (Entretien avec Thomas Lemahieu, l'Humanité)

25 août
2015

Tsipras a brandi un miroir où se reflète le visage effrayant du néolibéralisme brutal européen



Ministre déléguée aux Affaires européennes du gouvernement grec, élue Syriza de Patras, Sia Anagnostopoulou explique les raisons qui ont poussé le premier ministre Alexis Tsipras à remettre sa démission et à organiser des élections anticipées en septembre.

Alexis Tsipras a annoncé sa démission jeudi dernier. De nouvelles élections devraient avoir lieu le 20 septembre. Qu'est-ce qui a poussé le premier ministre grec à prendre cette décision ?

Sia Anagnostopoulou. Alexis Tsipras a mis en avant deux raisons que je partage. La première, c'est que notre parti, Syriza, s'est déchiré en interne. Nous étions terriblement divisés et, faute d'appuis dans son propre camp, le gouvernement a été soutenu par les partis totalement discrédités de l'ancien système, la Nouvelle Démocratie et le Pasok. Ce n'était pas supportable plus longtemps, c'était devenu très douloureux. La deuxième raison est beaucoup plus importante pour le peuple : nous avons gagné les élections le 25 janvier dernier en promettant de négocier un accord honnête permettant de changer la situation économique de la Grèce. Ce cycle de négociations s'est terminé avec l'accord de juillet. Cet accord est extrêmement pénible pour nous. Dès lors, à nos yeux, Alexis Tsipras est obligé de renouveler le mandat populaire. Je veux insister sur ce point : jusqu'à présent, les gouvernements disaient qu'ils étaient contre le mémorandum lors des campagnes électorales et, au bout d'un mois, sans se battre, ils signaient et ils continuaient de gouverner sans demander l'avis de quiconque ni s'adresser au peuple. Pour nous, pour un parti de gauche, c'est inadmissible : c'est au peuple de décider s'il approuve, ou pas, ce programme et notre démarche politique.

Cet accord est « pénible », avez-vous dit. Il reprend de nombreuses mesures refusées par une majorité écrasante des Grecs lors du référendum le 5 juillet... Quand on regarde, par exemple, le nombre d'entreprises ou de biens publics sur la liste des privatisations, c'est assez effarant. N'était-il pas possible de faire autre chose ?

Sia Anagnostopoulou. C'est sûr que cet accord ne correspond pas à ce que nous avons promis au peuple grec et que nous attendions nous-mêmes. C'est dans ce sens que je dis qu'il est pénible : c'est très difficile d'imaginer un développement économique, de la croissance dans le cadre de cet accord, avec des mesures si strictes et récessives. Le contexte financier est extrêmement serré. L'accord contient des dispositions très dures pour le monde rural et pour les classes moyennes. Ces privatisations sont totalement dépourvues de logique, cela ne fait pas de doute. Mais si on compare ce mémorandum avec les précédents, on doit dire quand même qu'il y a des améliorations : nous ne ferons pas de coupes générales des salaires et des retraites ; nous ne sommes pas condamnés à des excédents budgétaires aussi faramineux que les précédents. Mais la logique demeure la même, c'est le dogme néolibéral, c'est incontestable...

Si l'on reste sur l'exemple des privatisations, tous les économistes sérieux, et même les plus libéraux, estiment que l'objectif de 50 milliards d'euros qui proviendraient des privatisations est totalement irréaliste. Est-ce qu'il n'y a pas une fiction totale dans cet accord qui assigne au gouvernement grec des objectifs intenables ? Et du coup, pourquoi le gouvernement grec l'a-t-il accepté ?

Sia Anagnostopoulou. Ce que qu'Alexis Tsipras et les négociateurs ont voulu faire, c'est clair pour moi, c'est tout d'abord de gagner du temps et un peu de marge. Nous étions obligés d'accepter un accord, d'y consentir parce que la Grèce n'avait pas reçu d'argent des institutions européennes depuis plus d'un an. Tout était suspendu, et pendant ce temps, nous avons payé les dettes, avec les intérêts, par nos seuls impôts. L'Etat grec était au bord de la faillite. Nous avons une obligation envers le peuple grec de ne pas laisser perdurer la situation d'asphyxie totale. Les banques étaient fermées. On ne pouvait rien faire d'autre que chercher à gagner du temps. L'accord était nécessaire de ce point de vue.

Les dirigeants européens ont voulu en profiter pour humilier Tsipras et lui faire avaler un memorandum. Ils savaient que nous étions dans une nécessité impérieuse de trouver de l'argent et ils ont imposé un accord conforme aux dogmes néolibéraux. De notre côté, ce que nous avons demandé dans ces négociations, ce n'est rien d'autre que de prendre en considération les réalités sociales. Mais les dogmes néolibéraux ne prennent en compte que les réalités strictement financières.

Ceci dit, je veux insister : ce gouvernement a réussi, malgré tout, quelque chose d'extraordinaire dans ces négociations. C'est ce qui me fait penser que nous sommes plutôt au début de la lutte qu'à la fin ! Avec ce memorandum, ça commence aujourd'hui. Tsipras a brandi un miroir devant le visage de tous les dirigeants européens. Et ce qu'ils ont vu, c'est un visage effrayant, celui du néolibéralisme brutal, incarné à la perfection par le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. C'est la première fois qu'une partie des dirigeants européens ont l'air de mesurer que le « problème grec » n'en est pas vraiment un, que c'est plutôt un problème européen. Oui, il faut affronter la crise des dettes souveraines à l'échelle européenne.

Sur la dette, la porte est ouverte pour la première fois. Dans l'accord, il y a la promesse d'un examen, mais en même temps, on voit bien avec les tensions entre le Fonds monétaire international et les autres institutions que rien n'est joué...

Sia Anagnostopoulou. La lutte pour la réduction de la dette publique est à mener pour la Grèce mais aussi pour tous les Etats européens. La dette, ça n'est pas un problème grec. L'Italie est déjà confrontée à cette crise. La France ne va pas tarder à se retrouver dans la même situation. On ne peut pas détruire les structures sociales et l'Etat-providence pour résorber une dette dont tout le monde sait qu'elle est insoutenable. Pour moi, la lutte commence aujourd'hui et ça, en l'occurrence, c'est grâce à Syriza et à Alexis Tsipras ! A cet égard, cet accord est aussi une victoire...

Est-il encore possible dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord de mener une politique de gauche ?

Sia Anagnostopoulou. Contre le maintien dans la zone euro, on nous a demandé d'accepter un memorandum. Dans la campagne électorale, nous nous étions engagés à chercher un accord dans le cadre de la zone euro. Nous n'avons jamais dit que nous envisagions une sortie de la zone euro. Mais face à un tel chantage, c'est beaucoup mieux que ce memorandum soit géré par un parti de gauche que par les autres. Car notre essence reste d'améliorer le sort des classes populaires. Sous les précédents gouvernements, on en était toujours à culpabiliser le peuple : le peuple était coupable de tous les maux. Avec nous, c'est différent. Le coupable n'est pas le peuple, ce sont les dogmes néo-libéraux.

Vous l'évoquiez un peu plus tôt, vingt-cinq députés quittent aujourd'hui Syriza pour constituer un groupe parlementaire et, dans la foulée, un nouveau parti politique, considérant que rien n'est possible dans le cadre du nouveau memorandum et que le gouvernement Tsipras trahit le « non » au référendum.

Comment vivez-vous ces déchirures ?

Sia Anagnostopoulou. Pour nous tous, la période a été infernale. Ces députés étaient nos camarades. Nous avons mené de grandes luttes, ensemble pendant des années, dans la rue, au Parlement... C'est difficile de les voir aujourd'hui comme des adversaires. Pour moi, il aurait fallu rester unis, éviter cette division dans Syriza. Tous au fond, nous étions d'accord qu'au moment précis de l'accord, il n'y avait aucune autre solution. Devant le groupe parlementaire de Syriza, Alexis Tsipras est venu demander des propositions. « Si vous voyez un autre moyen de sortir de la situation actuelle, faites-le moi savoir et je vais le suivre », a-t-il lancé devant nous tous. Les seules réponses qu'il a obtenues alors étaient : « On ne peut pas sortir maintenant de l'Europe sinon c'est la

catastrophe » ou après l'accord, « acceptons le plan Schaüble d'une expulsion de la zone euro ». C'était extrêmement dangereux. On le sait pourtant à gauche : quand les forces capitalistes veulent la rupture, cela signifie qu'elles y sont prêtes, qu'elles ont toutes les armes pour nous anéantir. Et je refuse que la gauche, et le peuple grec par la même occasion, soient anéantis.

Syriza a toujours été une coalition avec des différences... Le pluralisme interne n'était-il plus possible ?

Sia Anagnostopoulou. Pour moi, non, ça n'était plus possible. Lors du dernier vote au Parlement, ces députés n'ont pas fait que voter contre notre gouvernement, ils nous ont copieusement insultés dans l'Assemblée. C'est totalement inadmissible entre camarades. J'ai compris à ce moment-là qu'ils étaient prêts à créer leur propre parti.

J'ouvre une petite parenthèse : je comprends très bien que Zoe Konstantopoulou, la présidente du Parlement, défende la démocratie ; elle est en danger avec le memorandum, c'est vrai... Mais ça, ce n'est pas devant l'Assemblée grecque qu'il faut le dire, il faut le dire à l'Union européenne. On l'a vu pendant sept ans, ces memorandums sont votés ici en Grèce et ratifiés par d'autres parlements, mais la fonction des parlements nationaux demeure tout à fait formelle. Ils n'ont aucun pouvoir effectif. C'est soit on accepte, soit on refuse ! On ne peut pas discuter les mesures précises. Cela vaut pour les Grecs, mais pour tous les autres : les Allemands ne peuvent rien changer non plus ! Cela veut dire qu'on a un sérieux problème de démocratie en Europe. Cette architecture européenne écarte les parlements nationaux, comme d'ailleurs le Parlement européen... On a un problème au niveau européen, et pas au niveau grec. Ce n'est pas Tsipras qui mine la démocratie en Grèce. Il n'y a pas d'enjeu démocratique plus important que la survie d'un peuple. Je ne pouvais pas voter contre le memorandum, avec le risque que le peuple grec soit entraîné dans une catastrophe du jour au lendemain.

Le parti créé par les dissidents, Unité populaire, accuse Alexis Tsipras d'opportunisme électoraliste. Sa figure de proue, Panayiotis Lafazanis, qui a été ministre jusqu'à la mi-juillet explique aussi que Syriza agit désormais comme les partis du vieux système grec... Comment réagissez-vous ?

Sia Anagnostopoulou. C'est très injuste. Lafazanis connaît très bien la situation... Il était un des ministres les plus importants du gouvernement. Par exemple, il sait parfaitement que Tsipras a cherché - avec lui d'ailleurs - de l'argent en dehors de l'Union européenne afin de desserrer l'étau, mais que ça n'a pas marché...

En Russie et dans les grands pays émergents – les Brics -, c'est ça ?

Sia Anagnostopoulou. Oui. Aucun n'a voulu nous avancer quoi que ce soit. Tous ont dit au gouvernement grec d'aller vers l'accord avec l'Union européenne.

Pourquoi Alexis Tsipras réclame-t-il l'implication du Parlement européen dans le contrôle de la mise en œuvre de l'accord ?

Sia Anagnostopoulou. Pour moi, il s'agit d'améliorer le rôle du Parlement européen. C'est une institution de l'Union européenne. Ce parlement doit avoir un rôle. On connaît les rapports de forces dans le Parlement européen, mais à partir du moment où celui-ci suit l'application des mesures de l'accord, on peut espérer avoir des ruptures. On peut rendre visible le problème financier de l'Union européenne, c'est un problème qui doit être discuté sur le terrain politique.

Mais le Parlement européen, c'est aussi le lieu de l'alliance au sein d'une grosse coalition entre la droite et les sociaux-démocrates...

Sia Anagnostopoulou. Les sociaux-démocrates doivent prendre une position sur l'Union européenne. Ils se sont alignés sur les forces néo-libérales en détournant la tête de ce qu'il se passe dans la société. S'ils veulent continuer d'exister, s'ils veulent avoir encore des raisons d'exister politiquement, ils doivent recommencer à regarder la société. Si les socialistes européens ne renouent pas avec leurs racines de gauche, ils sont perdus.

Avec l'annonce des élections, jeudi dernier, on a assisté à un concert assez inédit d'encouragements, venus de Bruxelles ou de Berlin, par ceux-là qui n'avaient pas de mots assez durs pour fustiger l'attitude du gouvernement grec avant le 13 juillet... C'est un baiser qui tue ?

Sia Anagnostopoulou. On doit comprendre les manipulations. Entre janvier et juillet, le plan des institutions européennes était de pousser Tsipras à la démission et de donner le pouvoir aux forces austéritaires du système grec avec lesquelles les institutions travaillaient étroitement. Le référendum a été déterminant à cet égard. Tsipras a très bien fait de le faire, car les forces néolibérales européennes, en coalition avec leurs relais grecs comme

Nouvelle Démocratie, le Pasok et To Potami, ont tout mis dans la balance pour le « oui ». Ce devait être la fin de Tsipras et du gouvernement Syriza. Quand elles ont vu que le « non » a recueilli plus de 62 %, ça a été le choc. Les institutions ne s'attendaient pas à un tel résultat, incapables d'imaginer qu'un peuple complètement asphyxié financièrement – et cette situation perdure d'ailleurs – avec les banques fermées, puisse soutenir aussi fortement le combat de son gouvernement. À partir de ce moment-là, en dehors du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, tous les autres ont fini par comprendre que la seule personne avec laquelle ils sont obligés de négocier, c'est Tsipras. Le formalisme démocratique européen est déterminant. Au fond, on ne prête aucune attention à la volonté du peuple, à ses références sociales, mais on est obligés de le faire de manière formelle. Le sommet des chefs d'Etat de la Zone euro, le 12 juillet, c'est une victoire de Tsipras car les Européens, même Angela Merkel, ont dû s'asseoir autour de la même table que lui. Ils savent très bien que, s'ils veulent que la Grèce reste dans la zone euro, il n'existe qu'un seul interlocuteur : Tsipras. Les autres sont absolument détestables, ce sont eux qui ont conduit la Grèce dans la situation actuelle. Et de l'autre côté, le miroir que Tsipras a mis devant les visages des dirigeants européens, a renvoyé la véritable image de l'Union européenne, celle du néolibéralisme avec cette hégémonie allemande. Lors de la nuit interminable du 12 au 13 juillet, nous avons été obligés d'accepter l'accord pour ne pas renforcer l'hégémonie allemande...

L'hégémonie allemande est-elle entamée, d'après vous ?

Sia Anagnostopoulou. Non, bien sûr ! Mais il y a quelques petites ruptures. Pour nous, pour la gauche, - et pas seulement la gauche grecque, mais bien toute la gauche européenne -, un espace s'ouvre pour les mobilisations. La lutte, c'est de montrer que la gauche peut donner un autre contenu à ce consensus. Jusqu'à l'avènement du gouvernement Syriza, la croyance était très forte dans l'Union européenne : « On en a fini avec la gauche ! » La social-démocratie allait, et continue d'aller avec la droite dans des coalitions sans rupture. Dans ce contexte, nous-mêmes, la gauche paraissions totalement insignifiants. On ne faisait plus peur du tout.

Il y a quelques signes d'émergence, en effet : au Royaume-Uni avec le débat interne au parti travailliste ou même en Finlande où samedi, des milliers de manifestants ont défilé contre l'austérité... Mais parmi les forces qui se battent contre le néolibéralisme, l'accord extorqué à Bruxelles après la cinglante victoire du « non » a tout de même douché pas mal d'espoirs...

Sia Anagnostopoulou. Nous avons montré que la gauche est là, encore et toujours là en Europe. C'est aussi pour cette raison que je ne suis pas d'accord avec les analyses de Lafazanis et de ses camarades : la lutte doit être dans l'Union européenne, pas en dehors. La gauche doit mener la bataille là où elle se passe, pas ailleurs ! On ne peut pas considérer que c'est une simple question de souveraineté nationale : nous contre le reste du monde ! Nous n'avons pas une lutte contre les Allemands ou contre d'autres Européens. Pour nous, la lutte doit se mener avec les Allemands, avec les Français, avec les Espagnols, les Portugais ou les Italiens, avec les Finlandais qui manifestaient samedi contre l'austérité, avec les Britanniques qui s'intéressent à ce que dit Jeremy Corbyn dans la campagne pour la tête du Labour...

Sur quelles priorités allez-vous mener la campagne électorale ?

Sia Anagnostopoulou. On va la faire sur un nouveau programme dans le contexte serré du memorandum. Nous avons une série de propositions qui doivent servir à désamorcer les mesures néolibérales de l'accord. Pour nous, il s'agit de soulager et de protéger les classes populaires. Nous sommes obligés d'adapter notre programme, bien sûr, mais nous voulons ne pas toucher le peuple le plus fragile, nous voulons protéger les plus faibles. On parle toujours de « réformes ». Je suis d'accord pour les réformes, mais à condition qu'elles ne conduisent pas à la destruction de la cohésion sociale. Ce qui est plus important encore, c'est de ne pas imposer aux peuples des réformes par la violence. Faute de quoi, on s'habitue à voir le pouvoir politique décider pour la société par des biais de violence. Et ça, c'est très dangereux, car c'est faire des cadeaux à l'extrême droite...

Comment ça ?

Sia Anagnostopoulou. Si on dit que la Grèce doit faire des privatisations d'une telle ampleur, cela signifie que l'on a une violente transformation de la société, un gigantesque bouleversement. On habitue la société à cette violence. Et toujours dans l'Histoire, c'est l'extrême droite qui a profité de cette mentalité. Donc, il faut faire des réformes en Grèce. Nous sommes d'accord. À gauche, nous avons longtemps été les seuls à crier pendant des décennies qu'il fallait revoir les administrations publiques, sortir du clientélisme, récolter l'impôt, etc. Il faut des réformes, mais sans attaquer les classes sociales les plus fragiles !

C'est encore faisable ?

Sia Anagnostopoulou. Oui, car c'est nous qui gérons ce memorandum. Du coup, le message que nous adressons aux Européens est celui-ci : si nous, les Grecs, sommes parvenus à faire une petite rupture dans l'Union européenne et à montrer le vrai problème, il faut que la gauche européenne prenne la relève. Toute la mobilisation doit se porter désormais sur la dette ; on doit européeniser cette question de la dette grecque. La dette est une affaire européenne et pas seulement grecque. Cela peut être la première victoire de la gauche européenne. Nous ne sommes pas insignifiants, nous sommes visibles en Europe, nous avons les moyens de faire autrement.

L'Humanité, lundi, 24 Août, 2015, *Athènes, envoyé spécial.*

»» <http://www.humanite.fr/sia-anagnostopoulou-en-grece-et-en-europe-nous-...>